

Burkina/Procès

20 ans de prison pour Diendéré, 10 ans pour Bassolé au procès du putsch

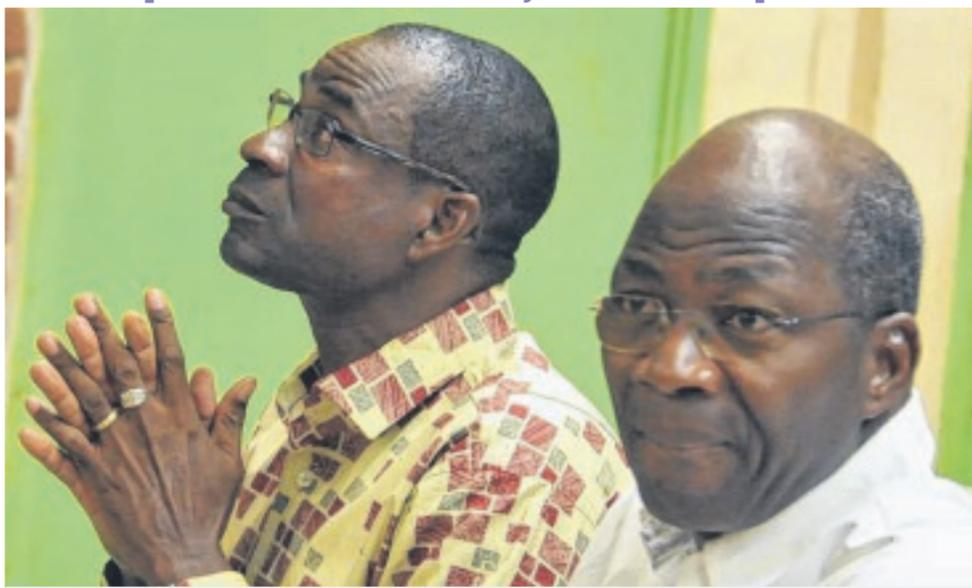
AFP
Ouagadougou/Burkina Faso

LES généraux Gilbert Diendéré et Djibrill Bassolé, accusés d'être les cerveaux du coup d'Etat manqué de 2015 au Burkina Faso, ont été condamnés respectivement à 20 et 10 ans de prison lundi par le tribunal militaire de Ouagadougou.

Les deux hommes échappent ainsi à la prison à vie réclamée par le parquet.

M. Diendéré, 60 ans, ancien bras droit de l'ex-président Blaise Compaoré, a été reconnu coupable d'"attentat à la sûreté de l'Etat", de "meurtre" et "coups et blessures". M. Bassolé, 62 ans, ancien ministre des Affaires étrangères, a été reconnu coupable de "trahison".

La dizaine de militaires membres du commando qui avait arrêté les membres du gouvernement de transition lors du coup de force ont aussi été condamnés: 19 ans de prison pour l'adjudant-chef Éloi Badiel, considéré comme le chef des opérations du putsch, 17 ans pour l'adjudant-chef Nébie, alias "Rambo", qui avait reconnu avoir mené



Les deux principaux accusés sont fixés sur leur sort.

qui pesaient sur le général Bassolé.

Du côté des parties civiles, certains se félicitaient de la bonne tenue du procès, d'autres étaient déçus, jugeant les peines trop légères.

UN JOUR HISTORIQUE

"Pour les Burkinabè, c'est un jour historique", a déclaré Me Prosper Farama, un des avocats, saluant "un procès équitable et transparent" et "une victoire pour l'Etat de droit". Paul Ouangrawa, secrétaire de l'Association des blessés du coup d'Etat, s'est dit "satisfait" que le procès soit allé jusqu'à son terme et que "le droit" ait été "dit". "Nous attendons maintenant de voir la suite, notamment sur les indemnisations, car il y a eu des morts et des blessés".

Blessé lors du putsch, Serge Bayala, un membre du Balai citoyen (une des principales organisations de la société civile burkinabè) a en revanche fait part de sa déception après le verdict.

"Le niveau de peine ne correspond pas au tiers des dégâts humains et matériels qui ont été commis", a-t-il estimé, évoquant un "sentiment d'insatisfaction et de dé-

sespoir par rapport à la justice qu'on attendait".

Le verdict met un terme à ce procès marathon, hors normes, qui jugeait au total 84 accusés, dont six ont finalement été acquittés.

Les mesures de sécurité avaient été renforcées lundi autour de la salle des banquets de Ouaga 2000, un quartier huppé de la capitale burkinabè, où le procès a été délocalisé. Mais contrairement au début du procès l'an dernier, l'affluence dans la salle d'audience était faible, essentiellement des militants d'organisations de la société civile et des blessés du putsch.

L'issue du procès pourrait permettre, selon les observateurs, d'amorcer un début de réconciliation au Burkina, toujours divisé depuis la chute de Compaoré, en vue de l'élection présidentielle de 2020, et de ressouder les liens au sein de l'armée, fortement ébranlée par le putsch manqué et dont la hiérarchie a largement été mise en cause, alors que le pays subit depuis 2015 des attaques jihadistes fréquentes et meurtrières, ayant fait plus de 500 morts.

Photo : AFP / L'Union

le groupe, et 15 ans pour les autres. Contre eux, le parquet avait requis 25 ans de prison.

Quant au lieutenant-colonel Mamadou Bamba, qui avait lu à la télévision le communiqué des putschistes, il a été condamné à 10 ans de prison dont cinq avec sursis. Le parquet avait requis 15 ans ferme à son encontre. - 15 jours pour faire appel -

Le 16 septembre 2015, une unité d'élite de l'armée burkinabè, le régiment de sécurité présidentielle (RSP), avait

arrêté le gouvernement de transition mis en place près d'un an plus tôt, après la chute de l'ex-président Blaise Compaoré.

Ce dernier avait été chassé par une insurrection populaire en octobre 2014 après 27 ans de pouvoir. Le coup de force du RSP - garde prétorienne du régime Compaoré - contre le retour à la démocratie avait été mis en échec une douzaine de jours après par la population et des unités loyalistes de l'armée, mais au prix de 14 morts et 270 blessés.

Les avocats de M. Diendéré disposent de 15 jours pour faire appel. Pour Me Mathieu Somé, "les éléments constitutifs des infractions n'ont pas été établis" par le tribunal. Aziz Dabo, proche de M. Bassolé et cadre de son parti politique, la Nouvelle alliance pour le Faso, s'est interrogé sur le verdict : "Comment quelqu'un qui n'a été ni auteur ni complice de ce coup d'Etat peut-il avoir trahi" ?

Le tribunal n'a pas retenu les accusations d'"attentat à la sûreté de l'Etat, de meurtres et de coups et blessures volontaires"

Vatican

Le pape nommera de nouveaux cardinaux le 5 octobre

AFP
Cité du Vatican/Vatican

LE pape François a annoncé dimanche pendant sa traditionnelle prière hebdomadaire de l'Angelus qu'il nommera 13 nouveaux cardinaux le 5 octobre, dont 10 auront moins de 80 ans.

Ces nominations interviennent alors que le pape argentin constitue progressivement un collège de cardinaux moins eurocentré.

Les nouveaux cardinaux viennent d'Amérique

du Nord et centrale, d'Afrique, d'Europe et d'Asie et "leurs origines expriment la vocation missionnaire de l'Eglise", a dit François.

Les nouveaux "princes" de l'Eglise, qui seront désignés lors d'une cérémonie spéciale, le consistoire, sont originaires de pays comme Cuba, la République démocratique du Congo, l'Indonésie et le Maroc.

Seuls les cardinaux de moins de 80 ans sont habilités à prendre part au conclave pour élire le prochain pontife, à la



Le Pape François nommera en octobre prochain des nouveaux cardinaux.

tête d'1,2 milliard de catholiques dans le monde.

C'est généralement parmi eux qu'est choisi

le nouveau pape.

En plus de ce rôle clé, les cardinaux occupent souvent les plus hautes fonctions administratives de l'Eglise.

Parmi les élus figure l'archevêque Matteo Zuppi de Bologne, "un grand soutien des catholiques LGBT", d'après le conseiller du dicastère pour la communication, James Martin.

Le vaticaniste britannique Christopher Lamb, de l'hebdomadaire The Tablet, a estimé que les nominations du pape "démontraient qu'il

considérerait l'établissement de passerelles entre les religions (...) et l'aide aux migrants comme une priorité".

Parmi les hommes qui porteront la calotte rouge, le chef du département des migrants et réfugiés du dicastère pour le développement humain, Michael Czerny SJ, et un expert anglais des relations entre chrétiens et musulmans, l'archevêque Michael Fitzgerald.

Photo : AFP / L'Union

Etats-Unis-Russie

La Pologne s'oppose à l'idée de Trump d'inviter Poutine au G7 en 2020

AFP
Varsovie/Pologne

LE président polonais Andrzej Duda s'est dit opposé lundi à l'idée de Donald Trump d'inviter le président russe Vladimir Poutine au prochain sommet du G7 aux Etats-Unis en 2020, rappelant l'occupation par la Russie d'une partie de l'Ukraine.

"Doit-on avoir une approche +business as usual+ à l'égard de la Rus-

sie? (...) Je crois qu'on ne peut pas faire comme si de rien n'était dans cette situation. C'est ma position et je n'hésite pas à l'exprimer", a dit M. Duda en réponse à une question lors d'une conférence de presse commune avec le vice-président américain Mike Pence.

La question de l'invitation de M. Poutine a été évoquée par M. Trump à l'issue du G7 à Biarritz, en France, alors que les autres membres s'y opposent. La

Pologne n'est pas membre du groupe.

La Russie a été exclue de ce qui était à l'époque le G8 à la suite de l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée, condamnée par la communauté internationale.

De son côté, M. Pence a adopté devant les médias un ton prudent, insistant sur la nécessité de "rester vigilant" à l'égard de Moscou.

Il l'a accusé de chercher à intervenir dans des

élections et d'utiliser ses livraisons de gaz et de pétrole pour "diviser notre alliance", dans une allusion au gazoduc russo-allemand Nord Stream 2, auquel Washington est opposé.

La Pologne et l'Ukraine - dont le président Volodymyr Zelensky a rencontré M. Pence dimanche à Varsovie - sont également hostiles à cette canalisation, qu'elles considèrent comme un moyen de pression potentiel au service

du Kremlin.

M. Pence a confirmé que les Etats-Unis et la Pologne allaient signer lundi une déclaration sur la sécurité des infrastructures numériques.

Ce document, a-t-il ajouté, devrait "montrer l'exemple au reste de l'Europe sur la question vitale de la 5G". Les Etats-Unis cherchent à convaincre leurs alliés de rejeter la technologie 5G développée par le groupe chinois Huawei, mettant en garde contre la possible

collaboration entre ce dernier et les services de renseignement de Pékin.

Mike Pence a remplacé à Varsovie, lors des cérémonies du 80e anniversaire du début de la Deuxième guerre mondiale et de la visite officielle qui a suivi, le président Donald Trump, ce dernier ayant décidé de ne pas quitter les Etats-Unis en raison de la menace représentée par le puissant ouragan Dorian.